

PROFIL DE LA CANDIDATE : Simone Tebet

"Avec amour et courage, nous allons vraiment changer le Brésil".
(Simone Tebet sur le site officiel)

Julia Coury
David Gamboa Solano

Simone Tebet, 52 ans, est candidate à la présidence de la République pour le Mouvement démocratique brésilien (MDB) aux élections de 2022. Elle a été députée d'État et sénatrice de l'État du Mato Grosso do Sul, elle a été deux fois maire de Três Lagoas (MS), sa ville natale, et lieutenant-gouverneur de l'État. Tebet se présente comme la candidate de la soi-disant « troisième voie », comme une tentative de réconciliation entre droite et gauche, défendant une politique économique conservatrice associée à une politique sociale progressiste. Elle est la représentante dans le cadre des négociations menées par le MDB, PSDB et Cidadania.

La candidate tente de s'imposer comme l'option du centre, qui se placerait idéologiquement entre les candidatures de Bolsonaro et de Lula. Tebet parie sur l'attraction des voix de l'électorat féminin, sur le soutien de l'agro-industrie et du secteur privé.

Concernant les principaux agendas de la candidate, la campagne électorale de Simone Tebet est organisée dans un document de 48 pages, dans lequel elle défend "une vraie, large et globale reconstruction" du Brésil. Le candidat met l'accent sur la reprise de la croissance économique pour « éradiquer la faim et la misère, réduire les inégalités, créer à nouveau des emplois et générer des revenus dans le volume et la qualité dont la population a besoin ». Le plan gouvernemental est divisé en quatre axes : 1) justice sociale, citoyenneté et lutte contre les inégalités ; 2) économie verte et développement durable ; 3) partenariat entre le gouvernement et le secteur privé, et 4) gouvernement inclusif, sûr et transparent.

Les principales propositions en matière sociale concernent la mise en place d'un programme permanent de transfert de revenus ; prioriser la recomposition des apprentissages des élèves résultant de la pandémie ; créer "Poupança Mais Educação" pour empêcher les jeunes à faible revenu d'abandonner leurs études secondaires ; étendre la discrimination positive et maintenir les quotas ; accroître la participation de l'Union au financement du SUS; réduire le chômage, le sous-emploi et le découragement; promouvoir la régularisation foncière ; et recréer le ministère de la Culture.

En matière d'environnement, il entend instituer une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la déforestation illégale ; renforcer les organismes tels que l'ICMbio, l'Ibama et l'Inpe ; organiser et réguler un marché des crédits carbone ; et reprendre le Fonds Amazon. Sur le plan économique, Tebet veut renouer avec une croissance durable et le trépied macroéconomique ; lutter en permanence contre l'inflation tout en préservant l'indépendance de la Banque centrale ; approuver et mettre en œuvre la réforme fiscale ; promouvoir la privatisation; et améliorer le Programme de partenariat pour l'investissement (PPI). De plus, il

veut augmenter le degré d'ouverture commerciale et avancer dans le processus d'adhésion à l'OCDE.

En outre, Tebet s'est engagé à nommer des ministères paritaires et à encourager l'égalité de rémunération entre hommes et femmes ; défendre la démocratie et les institutions et l'État de droit; et lutter contre la discrimination et l'intolérance.

"Les gens refusent encore de croire que les femmes souffrent de misogynie, que la femme qui ose sortir sur le marché du travail, va dans un environnement public, pas seulement en politique, mais dans la vie de tous les jours, elle subit toutes sortes de discriminations", a déclaré Tebet. le site Brasil de Fato.

Ainsi, Tebet parie sur la montée de l'électorat féminin dans les sondages et se souvient souvent d'avoir été la première femme maire de Três Lagoas, vice-gouverneur du Mato Grosso do Sul et présidente de la Commission Constitution, Justice et Citoyenneté, décrite par elle comme la plus importante du Sénat et du Congrès. Cependant, en 2016, elle a voté pour destituer la première femme présidente du Brésil. « Il ne s'agissait pas seulement d'opérations isolées, elles faisaient partie d'une stratégie budgétaire. Un Brésil irréel a été vendu aux Brésiliens », a déclaré Tebet à l'époque, faisant référence au supposé « pédalage fiscal » effectué par le gouvernement Dilma.

L'une des controverses les plus frappantes de la sénatrice Tebet est son soutien puis le blocage de la loi de démarcation des terres indigènes. Ce projet de loi suspend le processus de délimitation des terres en tant qu'indigènes pendant deux à quatre ans si la propriété a été occupée et qu'il n'y a pas d'étude anthropologique d'identification sur celle-ci. Dans une large mesure, cette attitude est attribuée au fait que le sénateur possède une ferme à Caarapó, Mato Grosso do Sul.

Le parlementaire a également défendu des agendas environnementaux, contrairement au gouvernement Bolsonaro. "Et les Brésiliens doivent comprendre que c'est la forêt sur pied qui garantira notre pain quotidien sur la table", a-t-il ajouté. En février dernier, elle a annoncé l'économiste Elena Landau comme coordinatrice économique de la campagne. Landau est connue pour son travail sous l'ancien président Fernando Henrique Cardoso et pour faire partie de LIVRES, un groupe de réflexion libéral.

Fait important, Tebet s'est présenté à la présidence du Sénat en 2021 contre le sénateur Rodrigo Pacheco, soutenu par le président Bolsonaro et le Parti des travailleurs (PT) de l'ancien président Lula. le sénateur salut la première femme à se présenter aux élections. Elle a finalement perdu le soutien de son propre parti, mais a poursuivi la campagne indépendante, se présentant comme une candidate de l'opposition. Elle a fini par perdre avec seulement 21 voix contre 57 pour Pacheco.

Simone Tebet a lancé sa pré-candidature après sa prestation remarquée au sein de la Commission d'enquête parlementaire (CPI) du Covid-19 au Sénat, en 2021. C'est elle, par exemple, qui a réussi à faire avec ce que le député Luis Miranda (Républicains- DF) l'a fait. , puis dans le DEM, actuel União Brasil) pour citer le chef du gouvernement à la Chambre, Ricardo Barros (PP-PR), comme responsable cité par Bolsonaro pour une irrégularité présumée dans l'acquisition du vaccin indien Covaxin. En outre, la sénatrice était également une avocate

active des femmes parlementaires au CPI et dans les commissions du Congrès en général. Lorsqu'elle a interrogé la ministre du Contrôleur général de l'Union (CGU), Wagner Rosário, au sujet de l'omission alléguée dans l'inspection de l'achat de Covaxin, elle a été qualifiée d'«incontrôlée» par le déposant. L'épisode a donné des accusations de machisme au ministre.

À la fin du CPI qui a enquêté sur les actions et les omissions du gouvernement dans la pandémie, Tebet a déclaré que la commission avait rassemblé suffisamment d'éléments pour une demande de destitution contre Bolsonaro. Pourtant, peu de temps avant, début 2021, elle avait promis "l'harmonie" entre le Sénat et la Présidence de la République, et affirmé qu'il n'y avait pas de climat politique pour une procédure de destitution contre Bolsonaro, malgré le retard dans le démarrage de la vaccination contre le virus Covid. -19.

PERFIL DA CANDIDATA: Simone Tebet

"Com amor e coragem vamos mudar o Brasil de verdade".
(Simone Tebet em site oficial)

Simone Tebet, 52 anos, é a candidata à Presidência da República pelo Movimento Democrático Brasileiro (MDB) nas eleições de 2022. Ela já foi deputada estadual e senadora pelo estado do Mato Grosso do Sul, foi duas vezes prefeita de Três Lagoas (MS), sua cidade natal, e vice-governadora do estado. Tebet se coloca como a candidata da chamada “terceira via”, como uma tentativa de reconciliação entre direita e esquerda, defendendo uma política econômica conservadora associada a uma política social progressista. Ela é a representante no âmbito das negociações realizadas por MDB, PSDB e Cidadania.

A candidata tenta se firmar como a opção ao centro, a qual se colocaria ideologicamente entre as candidaturas de Bolsonaro e Lula. Tebet aposta na atração de votos do eleitorado feminino, no apoio do agronegócio e do setor privado.

Em relação às principais pautas da candidata, a campanha eleitoral de Simone Tebet está organizada em um documento, de 48 páginas, no qual defende "uma verdadeira reconstrução, ampla e abrangente" do Brasil. A candidata foca na retomada do crescimento econômico para "acabar com a fome e a miséria, reduzir as desigualdades, voltar a criar empregos e gerar renda no volume e na qualidade que a população necessita". O plano de governo é dividido em quatro eixos: 1) justiça social, cidadania e combate a desigualdades; 2) economia verde e desenvolvimento sustentável; 3) governo parceiro da iniciativa privada, e 4) governo inclusivo, seguro e transparente.

As principais propostas sobre os temas sociais envolvem implementar um programa permanente de transferência de renda; priorizar a recomposição da aprendizagem dos alunos decorrente da pandemia; criar a "Poupança Mais Educação" para evitar a evasão de jovens de baixa renda no ensino médio; ampliar ações afirmativas e manter cotas; elevar a participação da União no financiamento do SUS; reduzir o desemprego, o subemprego e o desalento; promover regularização fundiária; e recriar o Ministério da Cultura.

Em relação ao meio ambiente, pretende instituir uma política de tolerância zero com o desmatamento ilegal; fortalecer órgãos como ICMBio, Ibama e Inpe; organizar e regulamentar um mercado de créditos de carbono; e retomar o Fundo Amazônia.

No âmbito da economia, Tebet quer retomar o crescimento sustentável e o tripé macroeconômico; combater a inflação de forma permanente mantendo a independência do Banco Central; aprovar e implementar reforma tributária; promover desestatizações; e aprimorar o Programa de Parcerias de Investimentos (PPI). Além disso, quer ampliar o grau de abertura comercial e avançar no processo de acesso à OCDE.

Também, Tebet se comprometeu a nomear ministérios com paridade de gênero e a estimular a equiparação salarial entre homens e mulheres; defender a democracia e as instituições e o Estado de direito; e combater a discriminação e a intolerância.

“As pessoas ainda se recusam a acreditar que a mulher sofre misoginia, que a mulher que ousa sair para o mercado de trabalho, vai para um ambiente público, não só na política, mas no dia a dia, ela recebe toda sorte de discriminação” afirmou Tebet ao site Brasil de Fato.

Assim, Tebet aposta no eleitorado feminino para subir nas pesquisas e frequentemente lembra ter sido a primeira mulher prefeita de Três Lagoas, vice-governadora de Mato Grosso do Sul e presidente da Comissão de Constituição, Justiça e Cidadania, descrita por ela como a mais importante do Senado e do Congresso. No entanto, em 2016 ela votou a favor do impeachment da primeira mulher presidente do Brasil. “Não foram meras operações isoladas, fizeram parte de uma estratégia fiscal. Se vendeu um Brasil irreal aos brasileiros”, afirmou Tebet na época, referindo-se às supostas “pedaladas fiscais” realizadas pelo governo Dilma.

Uma das polêmicas mais marcantes da senadora Tebet é seu apoio e depois o bloqueio da lei de demarcação de terras indígenas. Este projeto de lei suspende de dois a quatro anos o processo de demarcação de terra como indígena se o imóvel tiver sido ocupado e sobre ele não houver estudo antropológico de identificação. Em grande medida, essa postura é atribuída ao fato de a senadora ser proprietária de uma fazenda em Caarapó, Mato Grosso do Sul.

A parlamentar tem defendido também pautas ambientais, em contraponto ao governo Bolsonaro. “E o brasileiro tem de entender que é a floresta em pé que vai garantir o pão nosso de cada dia na mesa”, acrescentou. Em fevereiro passado, ela anunciou a economista Elena Landau como coordenadora econômica da campanha. Landau é conhecida por seu trabalho no governo do ex-presidente Fernando Henrique Cardoso e por fazer parte do LIVRES, um think tank de caráter liberal.

É importante ressaltar que Tebet concorreu à presidência do Senado em 2021 contra o senador Rodrigo Pacheco, apoiado pelo presidente Bolsonaro e pelo Partido dos Trabalhadores (PT) do ex-presidente Lula. A senadora foi a primeira mulher a disputar o cargo. Ela acabou perdendo o apoio de seu próprio partido, mas continuou a campanha independente, retratando-se como candidata da oposição. Ela acabou perdendo com apenas 21 votos contra 57 de Pacheco.

Simone Tebet lançou sua pré-candidatura depois da atuação de destaque na Comissão Parlamentar de Inquérito (CPI) da Covid-19 no Senado, em 2021. Foi ela, por exemplo, que conseguiu fazer com o que o deputado Luis Miranda (Republicanos-DF, então no DEM, atual

União Brasil) citasse o líder do governo na Câmara, Ricardo Barros (PP-PR), como responsável citado por Bolsonaro por suposta irregularidade na aquisição da vacina indiana Covaxin. Além disso, a senadora foi também defensora ativa de parlamentares mulheres na CPI e em comissões do Congresso de forma geral. Ao questionar o ministro da Controladoria Geral da União (CGU), Wagner Rosário, sobre suposta omissão na fiscalização da compra da Covaxin, foi chamada de “descontrolada” pelo depoente. O episódio rendeu acusações de machismo ao ministro.

Ao final da CPI que apurou ações e omissões do governo na pandemia, Tebet declarou que a comissão havia reunido elementos suficientes para um pedido de impeachment contra Bolsonaro. No entanto, pouco tempo antes, no início de 2021, ela prometia “harmonia” entre o Senado e a Presidência da República, e dizia que não havia clima político para um processo de impeachment contra Bolsonaro, apesar do atraso no início da vacinação contra a covid-19.

CANDIDATE PROFILE: Simone Tebet

"With love and courage, we will truly change Brazil."

(Simone Tebet on her official website)

Simone Tebet, 52, is the candidate for the Presidency of the Republic for the Brazilian Democratic Movement (MDB) in the 2022 elections. She has been a state deputy and senator for the state of Mato Grosso do Sul, she was twice mayor of Três Lagoas (MS), her hometown, and lieutenant governor of the state. Tebet presents herself as the candidate of the so-called "third way," as an attempt at reconciliation between right and left, defending a conservative economic policy associated with a progressive social policy. She is the representative within the scope of the negotiations carried out by the MDB, PSDB, and Cidadania.

The candidate tries to establish herself as the option for the center, which would ideologically place herself between the candidacies of Bolsonaro and Lula. Tebet bets on attracting votes from the female electorate, on the support of agribusiness and the private sector.

Regarding the candidate's main agendas, Simone Tebet's electoral campaign is issued in a 48-page document, in which she defends "a true, broad and comprehensive reconstruction" of Brazil. The candidate focuses on the resumption of economic growth to "end hunger and misery, reduce inequalities, create jobs again, and generate income in the volume and quality that the population needs." The government plan is divided into four axes: 1) social justice, citizenship, and the fight against inequalities; 2) green economy and sustainable development; 3) government partnering with the private sector and 4) inclusive, secure, and transparent government.

The main proposals on social issues involve implementing a permanent income transfer program; prioritizing the recomposition of student learning resulting from the pandemic; creating "Poupança Mais Educação" to prevent low-income youth from dropping out of high school; expanding affirmative action and maintaining quotas; increase the Union's

participation in the financing of the SUS; reduce unemployment, underemployment, and discouragement; promote land tenure regularization, and recreate the Ministry of Culture.

Regarding the environment, it intends to institute a zero-tolerance policy for illegal deforestation; strengthen bodies such as ICMBio, Ibama and Inpe; organize and regulate a carbon credits market, and resume the Amazon Fund.

In terms of the economy, Tebet wants to resume sustainable growth and the macroeconomic tripod; fight inflation on a permanent basis while maintaining the independence of the Central Bank; approve and implement tax reform; promote privatization; and improve the Investment Partnership Program (PPI). In addition, she wants to increase the degree of trade opening and advance in the process of accession to the OECD. Also, Tebet committed to appointing gender parity ministries and encouraging equal pay between men and women; defending democracy and institutions and the rule of law; and combating discrimination and intolerance.

"People still refuse to believe that women suffer from misogyny, that the woman who dares to go out to the job market, goes to a public environment, not only in politics but in everyday life, she receives all kinds of discrimination," Tebet told the Brasil de Fato website.

Thus, the presidential candidate bets on the female electorate to rise in the polls and often remembers being the first woman mayor of Três Lagoas, deputy governor of Mato Grosso do Sul and president of the Constitution, Justice and Citizenship Commission, as described by her as the most important one of the Senate and Congress. However, in 2016 she voted to impeach Brazil's first female president. "They were not just isolated operations, they were part of a fiscal strategy. An unreal Brazil has been sold to Brazilians," said Tebet at the time, referring to the supposed "tax pedaling" carried out by the Dilma government.

One of Senator Tebet's most striking controversies is her support and then the blocking of the law for demarcating indigenous lands. This bill suspends the process of restricting land as indigenous for two to four years if the property has been and there is no anthropological study of identification on it. To a large extent, this attitude is attributed to the fact that the senator owns a farm in Caarapó, Mato Grosso do Sul.

The parliamentarian has also defended environmental agendas, in contrast to the Bolsonaro government. "And Brazilians have to understand that the standing forest will guarantee our daily bread on the table," she added. Last February, she announced economist Elena Landau as the campaign's economic coordinator. Landau is known for her work under former President Fernando Henrique Cardoso and for being part of LIVRES, a liberal think tank.

Importantly, Tebet ran for the Senate presidency in 2021 against Senator Rodrigo Pacheco, supported by President Bolsonaro and former President Lula's Workers' Party (PT). The senator was the first woman to run for office. She eventually lost support from her party but continued the independent campaign, portraying herself as an opposition candidate. She ended up losing with just 21 votes to Pacheco's 57.

Simone Tebet launched her pre-candidacy after her outstanding performance in the Parliamentary Commission of Inquiry (CPI) of Covid-19 in the Senate in 2021. For example, she managed to do what Deputy Luis Miranda (Republicans-DF) did. , then in the DEM, current

União Brasil) to cite the government leader in the Chamber, Ricardo Barros (PP-PR), as responsible cited by Bolsonaro for alleged irregularity in the acquisition of the Indian vaccine Covaxin. In addition, the senator was also an active advocate for women parliamentarians in the CPI and congressional committees in general. When questioning the Minister of the Comptroller General of the Union (CGU), Wagner Rosário, about the alleged omission in the supervision of the purchase of Covaxin, she was called "uncontrolled" by the deponent. The episode yielded accusations of masculinity against the Minister.

At the end of the CPI investigating government actions and omissions in the pandemic, Tebet declared that the commission had gathered enough elements for an impeachment request against Bolsonaro. However, a little while before, in early 2021, she promised "harmony" between the Senate and the Presidency of the Republic and said that there was no political climate for an impeachment process against Bolsonaro, despite the delay in starting vaccination against the virus. Covid-19.

Referências/Bibliographie/Bibliography

Tebet, S. (2020). Parecer 18, de 2020, ao Projeto de Lei 1.179, de 2020—Regime Jurídico Emergencial e Transitório das relações jurídicas de Direito Privado (RJET) no período da pandemia do Coronavírus (Covid-19). *Revista de Direito Civil Contemporâneo-RDCC (Journal of Contemporary Private Law)*, 25, 337-362.

<https://g1.globo.com/politica/eleicoes/2022/noticia/2022/07/25/simone-tebet-diz-que-tripe-da-campanha-sera-economia-verde-agenda-social-e-governo-afetivo.ghtml>

<https://simonetebet.com.br/noticias/>